

# La Turquie n'a pas mobilisé les députés

samedi 16 octobre 2004

## Dernières Nouvelles d'Alsace - 15/10/2004

Le débat sans vote organisé au dernier moment à l'Assemblée nationale pour discuter de l'ouverture des négociations d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne n'a pas tenu ses promesses. Un nouveau rendez-vous parlementaire est fixé après le sommet du 17 décembre.

On attendait un de ces après-midi enflammés qui comptent dans l'histoire de l'Assemblée nationale. On a eu droit au spectacle un peu désœuvré d'une classe politique qui, finalement, ne savait trop quel message envoyer au pays.

« L'Histoire tranchera »

L'hémicycle était singulièrement dégarni quand Jean-Pierre Raffarin a ouvert le débat. Il y avait eu plus d'ambiance dans les couloirs que sur les bancs où chacun, à droite comme à gauche, a semblé subir ce rendez-vous que nombre de députés avaient pourtant réclamé depuis une semaine. De quoi troubler les Français qui avaient cru comprendre que cette discussion était vitale pour la démocratie de notre pays et son avenir européen.

Le Premier ministre lui-même a semblé chercher le bon ton. Il a commencé par rassurer les uns d'un « ni l'Europe, ni la Turquie ne sont aujourd'hui prêtes » pour une adhésion. Avant de contenter les très minoritaires partisans d'une Turquie dans l'Union en invitant la représentation nationale, comme les Français, à ne pas répondre « non » prématurément. « Ma conviction c'est que l'Histoire tranchera », a-t-il lancé. Une conclusion sur laquelle tout le monde pouvait tomber d'accord... et qui n'a déclenché aucun enthousiasme particulier.

Bayrou au créneau

Pour François Bayrou, qui avait été en pointe pour réclamer ce fameux débat, le moment manquait singulièrement d'intensité. Prendre date devant des travées aux deux tiers vides, il avait sans doute rêvé mieux. Le président de l'UDF ne s'est cependant pas gêné pour critiquer ce qu'il considère comme une approche hésitante du gouvernement sur le sujet, non sans s'attirer, une fois de plus, la réprobation de ses collègues UMP visiblement exaspérés par sa tirade. Le pourfendeur de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne a malgré tout réussi à exciter un peu l'auditoire, largement conquis à ses thèses, en déplorant la « dispersion » de l'Europe que provoquerait l'intégration de la Turquie, prédisant « des lendemains brûlants ». Il a préconisé un simple « partenariat privilégié » avec Ankara. Une vision très majoritaire que le président du groupe UMP, Bernard Accoyer, a simplement nuancée en remarquant qu'une « rupture brutale du dialogue entre l'UE et la Turquie ferait le jeu de ceux qui aspirent au choc des civilisations ».

Le parti présidentiel a exposé sans complexe ses différences de sensibilité sur le sujet à l'instar de l'intervention très pugnace de Dominique Paillet qui a estimé sans ambages que la Turquie ne pouvait devenir membre de l'Union européenne parce que, à ses yeux, « la Turquie n'est pas européenne ». Seul le très chiraquien Pierre Lellouche a osé défendre franchement le principe d'une adhésion. Rares ont été les voix parlant dans ce sens puisque seul Noël Mamère a soutenu sans réserve une telle option. Un soutien inattendu à Jacques Chirac de la part de son procureur habituel...

Diverses approches à gauche aussi

La gauche, elle aussi, a affiché ses différences d'approche. Si le président du groupe PS, Jean-Marc Ayrault, a regretté implicitement « le traitement de défaveur » infligé à la Turquie et considéré comme « légitimes » des négociations avec un pays « que son Histoire a tourné, depuis des siècles, vers l'Europe », Manuel Valls, l'ancien porte-parole de Lionel Jospin à Matignon, a estimé, de son côté, qu'une adhésion « accentuerait la dilution de l'Union ». Quant à Laurent Fabius, il ne s'est pas exprimé devant ses pairs, réservant son opposition à toute idée d'adhésion aux nombreux journalistes qui l'ont assailli dans les couloirs...

Autre débat après le 17 décembre

Ce débat, que d'aucuns annonçaient historique, restera bien modeste dans les mémoires. Certains députés, comme l'Alsacien Emile Blessig, regrettaient la dimension caricaturale du rendez-vous. Regrettant l'insistance d'un certain nombre de parlementaires à réclamer un vote, il a déploré le manque de maturité politique émanant de ce rendez-vous raté plus démagogique et émotionnel que réellement constructif.

Les députés auront l'occasion de se rattraper puisque le ministre des Affaires étrangères, Michel Barnier, a annoncé qu'un nouveau débat aurait lieu à l'Assemblée après le sommet européen du 17 décembre. Un délai pour affûter les couteaux de la polémique.